RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 28638
Numéro SIREN : 824 489 983
Nom ou dénomination : DocuNext

Ce dépôt a été enregistré le 28/08/2020 sous le numéro de dépôt 84098

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

DocuNext
Société par actions simplifiée au capital de 1.434.364 €
Siège social : 59 boulevard Exelmans - 75016 Paris
824 489 983 R.C.S. Paris
(la « **Société** »)

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EN DATE DU 10 AOÛT 2020

Le 10 août 2020,

Au siège social,

Les associés de la Société se sont réunis sur convocation faite par le président conformément à la loi et aux statuts (l' « **Assemblée** »), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- *Lecture du rapport du président ;*
- *Lecture du rapport établi par le Commissaire aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre de l'augmentation de capital réservée aux salariés ;*
- *Suppression de l'article 12.3 (« Agrément ») des statuts de la Société et modification corrélative des articles 14.4 (« Pouvoirs du Directeur Général ») et 16.1 (« Compétence des associés ») des statuts de la Société ;*
- *Augmentation du capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'un montant de 55.529 €, par émission de 55.529 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 € chacune ; pouvoirs à conférer au président ;*
- *Délégation de pouvoirs à conférer au président à l'effet de procéder à une augmentation de capital par émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés de la Société conformément aux dispositions des articles L.225-129-6 et L.225-138 du Code de commerce et L.3332-18 et suivants du Code du travail ;*
- *Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.*

Il a été établi une feuille de présence, conformément aux statuts de la Société, qui a été émargée par chaque associé présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire. Ladite feuille de présence a été certifiée conforme par le président.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Pierre Baelen, en sa qualité de président de Groupe Baelen, elle-même président de la Société.

Le Président constate, d'après la feuille de présence, que les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant droit de vote

En conséquence, l'Assemblée, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

La société FCN, commissaire aux comptes titulaire de la Société, dûment convoquée à l'Assemblée et informée des projets de résolutions sur lesquelles les associés sont appelés à délibérer ce jour et ayant pu formuler toutes leurs observations, est absente et excusée.

Le président constate, au vu de la feuille de présence, que tous les associés sont présents ou représentés et que l'Assemblée peut donc valablement délibérer.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

- la copie des lettres de convocations à l'Assemblée adressées aux associés,
- la copie de la lettre de convocation à l'Assemblée adressée au commissaire aux comptes titulaire de la Société,
- la feuille de présence,
- le rapport établi par le Président,
- le rapport du commissaire aux comptes,
- le projet du texte des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée,
- le projet de statuts à jour de la Société.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives, réglementaires et statutaires, ont été tenus à la disposition des associés, au siège social, pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

Il est ensuite donné lecture du rapport établi par le Président et du rapport du Commissaire aux comptes.

Cette lecture terminée, le président déclare la discussion ouverte. Le président fournit toutes précisions et explications complémentaires qui lui sont demandées.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Suppression de l'article 12.3 (« Agrément ») des statuts de la Société et modification corrélative des articles 14.4 (« Pouvoirs du Directeur Général ») et 16.1 (« Compétence des associés ») des statuts de la Société

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du président, décide de supprimer la procédure d'agrément figurant à l'article 12.3 (« *Agrément* ») des statuts de la Société.

En conséquence de ce qui précède et afin de supprimer les références à la procédure d'agrément, l'Assemblée décide également de modifier les articles 14.4 *(« Pouvoirs du Directeur Général* ») et 16.1 *(« Compétence des associés »)* des statuts comme suit :

(i) le dernier paragraphe de l'article 14.4 *(« Pouvoirs du Directeur Général* ») est désormais rédigé comme suit :

« ***14.4 - Pouvoirs du Directeur Général***

[…]

Dans l'hypothèse où le pouvoir de représentation de la Société serait conféré au Directeur Général dans la décision qui le nomme, la Société sera engagée dans ses rapports avec les tiers, même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Même en cas de pouvoir de représentation de la Société, le Directeur Général ne sera pas habilité pour prendre des décisions qui relèvent uniquement du pouvoir du président en vertu de dispositions légales ou réglementaires. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

(ii) le premier paragraphe de l'article 16.1 *(« Compétence des associés »)* est désormais rédigé comme suit :

« ***16.1 - Compétence des associés***

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

(i) augmentation, amortissement ou réduction de capital,
(ii) émission de tous titres ou autres droits donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société, en ce compris notamment toute émission ou attribution de bons de souscription d'actions ou de parts de créateur d'entreprise, d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou d'actions gratuites de la Société,
(iii) toute opération de fusion, scission, apport partiel d'actifs,
(iv) transformation de la Société en une autre forme,
(v) prolongation de la durée de la Société,
(vi) dissolution de la Société,
(vii) constatation de la clôture de la liquidation de la Société,
(viii) nomination du (ou des) liquidateur(s), fixation de la durée de ses (leurs) fonctions, renouvellement de ses (leurs) fonctions, détermination de ses (leurs) pouvoirs et des autorisations nécessaires à l'exercice de ses (leurs) fonctions, approbation des comptes sociaux pendant la période de liquidation,
(ix) nomination, renouvellement et révocation des Commissaires aux comptes,
(x) approbation des comptes annuels, le cas échéant des comptes consolidés, affectation des résultats et approbation du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions entre la Société et ses dirigeants ou associés,
(xi) nomination, renouvellement et révocation du président, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération,
(xii) nomination, renouvellement et révocation du Directeur Général, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération,
(xiii) toute insertion, modification ou suppression de clauses statutaires relatives à :
- *l'inaliénabilité des actions,*
- *l'obligation d'un associé de transférer ses titres,*
- *la suspension de l'exercice du droit de vote d'un associé,*
- *l'augmentation des engagements des associés,*
- *au changement de nationalité de la Société,*

(xiv) plus généralement toutes modifications statutaires, à l'exception a) du transfert du siège en tout autre lieu du même département ou dans un département limitrophe qui peut être décidée par le président et b) de celles décidées par le président en vertu d'une délégation de compétence accordée par l'associé unique,
(xv) toute décision qui serait prévue par la Loi. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité*.*

DEUXIEME RESOLUTION

Augmentation du capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'un montant de 55.529 €, par émission de 55.529 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 € chacune ; pouvoirs à conférer au président

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du président et après avoir constaté que le capital social est intégralement libéré, décide de procéder à une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'un montant de cinquante-cinq mille cinq cent vingt-neuf (55.529) euros, pour le porter ainsi de 1.434.364 € divisé en 1.434.364 actions

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

à 1.489.893 € divisé en 1.489.893 actions, par la création et l'émission de cinquante-cinq mille cinq cent vingt-neuf (55.529) actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune (l' « **Augmentation de Capital** »).

Les cinquante-cinq mille cinq cent vingt-neuf (55.529) actions ordinaires nouvelles seront émises au prix unitaire d'environ vingt-huit euros et dix-neuf centimes (28,19 €) soit un (1) euro de valeur nominale et environ vingt-sept euros et dix-neuf centimes (27,19 €) de prime d'émission par action. Le montant global de la prime d'émission s'élèvera en conséquence à un million cinq cent neuf mille huit cent trente-neuf (1.509.839) euros.

Ces actions ordinaires nouvelles seront intégralement libérées à la souscription par compensation avec des créances liquides et exigibles détenues sur la Société.

Les cinquante-cinq mille cinq cent vingt-neuf (55.529) actions ordinaires nouvelles pourront être souscrites à titre irréductible par tous les associés de la Société en vertu de leur droit préférentiel de souscription. En conséquence, les propriétaires des actions anciennes ou les cessionnaires des droits de souscription attachés auxdites actions auront sur les cinquante-cinq mille cinq cent vingt-neuf (55.529) actions ordinaires nouvelles un droit de souscription irréductible qui s'exercera au prorata de leurs droits. Les associés feront leur affaire personnelle des rompus.

Ce droit de souscription attaché à chaque action pourra être négocié. Chaque associé pourra également, s'il le désire, renoncer individuellement à ce droit. Par ailleurs, les associés pourront souscrire à l'Augmentation de Capital à titre réductible en vue de la répartition des actions non absorbées par l'exercice du droit de souscription à titre irréductible.

L'Assemblée décide que si les souscriptions à titre irréductible et réductible à l'Augmentation de Capital n'ont pas absorbé la totalité de l'Augmentation de Capital, le président pourra répartir librement les actions non souscrites, totalement ou partiellement.

L'Augmentation de Capital ne sera pas réalisée si, lorsqu'après l'exercice de ces facultés, le montant des souscriptions reçues n'atteint pas la totalité de l'Augmentation de Capital ou les trois quarts de cette Augmentation de Capital. Toutefois, le président peut d'office, et ce dans tous les cas, limiter l'Augmentation de Capital au montant atteint lorsque les actions non souscrites représentent moins de 3% de l'Augmentation de Capital.

L'Assemblée décide que la souscription s'exercera par la remise au président de la Société d'un bulletin de souscription accompagné de l'engagement de libérer les souscriptions en numéraire, par compensation avec des créances liquides et exigibles détenues sur la Société comme indiqué ci-dessus. Les souscriptions seront reçues durant la période séparant la date de présente assemblée au 11 septembre 2020 inclus. Ce délai se trouvera clos par anticipation dès que toutes les souscriptions auront été exercées et que l'Augmentation de Capital aura été intégralement souscrite.

L'Assemblée renonce expressément aux délais et formalités prévus par les articles L. 225-142 et R. 225-120 du Code de commerce et donne dans ce cadre toute décharge au président.

L'Assemblée confère en conséquence, tous pouvoirs au président à l'effet de :

- modifier éventuellement les dates d'ouverture et de clôture de la souscription,
- recueillir la souscription des actions, ainsi que les fonds permettant la libération de cette souscription et obtenir le certificat attestant la libération de la souscription ;
- clore, le cas échéant par anticipation, la période de souscription ;
- constater la souscription et la libération de l'intégralité des cinquante-cinq mille cinq cent vingt-neuf (55.529) actions ordinaires nouvelles et, en conséquence, la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital en résultant, et procéder à la modification corrélative des statuts de la Société, et
- procéder aux formalités de publicité et de dépôt corrélatives à cette réalisation.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

TROISIEME RESOLUTION

Délégation de pouvoirs à conférer au* président *à l'effet de procéder à une augmentation de capital par émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés de la Société conformément aux dispositions des articles L.225-129-6 et L.225-138 du Code de commerce et L.3332-18 et suivants du Code du travail

L'Assemblée, après avoir entendu la lecture du rapport du président et du rapport du Commissaire aux comptes, et conformément aux articles L. 225-129-6 alinéa 1er et L. 225-138-1 du Code de commerce et L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail :

1. **délègue** au président sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérant à un plan d'épargne entreprise de la Société ou à un plan d'épargne salarial volontaire de la Société, par émission d'actions ordinaires nouvelles de la Société ;

2. **décide** que le montant nominal maximum de cette augmentation de capital ne pourra être supérieur 43.031 €,

3. **décide** que cette délégation est donnée pour une durée de six (6) mois à compter du jour de la présente assemblée.

4. **décide** que la présente délégation emporte renonciation expresse des associés à leur droit préférentiel de souscription au profit des salariés de la Société mentionnés ci-dessus dans le cadre de cette délégation.

Sous les réserves indiquées ci-dessus, l'Assemblée délègue au président sa compétence aux fins de fixer le montant de l'augmentation ou des augmentations de capital, l'époque de leur réalisation ainsi que les conditions et modalités de chaque augmentation et :

- le prix d'émission des actions nouvelles, étant précisé que celui-ci devra être fixé dans le respect des dispositions de l'article L. 3332-20 du Code du Travail ;

- arrêter les dates et les modalités des émissions qui seront réalisées, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et leur date de jouissance, fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, les modalités de libération des actions et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires.

Le président aura également tous pouvoirs pour réaliser et constater la réalisation de la ou des augmentations de capital, apporter aux statuts les modifications corrélatives et, d'une façon générale, prendre toutes mesures et accomplir toutes formalités nécessaires en vue de la réalisation des opérations d'augmentation de capital ainsi autorisées.

***Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité**.*

QUATRIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

L'Assemblée donne tous pouvoirs aux porteurs d'originaux, de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts et publications prescrits par la loi.

***Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité**.*

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

***

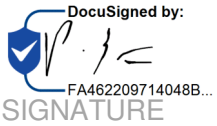
L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après la lecture, a été signé par le président de la Société.

GROUPE BAELEN

Président de séance

Représentée par Pierre Baelen



DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

DocuNext
Société par actions simplifiée au capital de 1.434.364 €
Siège social : 59 boulevard Exelmans - 75016 Paris
824 489 983 R.C.S. Paris
(la « **Société** »)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
EN DATE DU 10 AOÛT 2020

Le 10 août 2020,

Groupe Baelen, société par actions simplifiée au capital de 9.178.810 €, dont le siège social est situé 59, boulevard Exelmans - 75016 Paris ayant pour numéro unique d'identification 484 158 779 R.C.S. Paris, représentée par son Président, Monsieur [redacted] (le « **Président** »),

Après avoir rappelé que :

1. Aux termes de sa deuxième résolution, l'assemblée générale des associés de la Société a décidé ce jour de procéder à une augmentation de capital en numéraire d'un montant de 55.529 € par l'émission de 55.529 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 € chacune, émises au prix unitaire d'environ vingt-huit euros et dix-neuf centimes (28,19 €) soit un (1) euro de valeur nominale et environ vingt-sept euros et dix-neuf centimes (27,19 €) de prime d'émission par action (l'« **Augmentation de Capital** ») ;

2. L'Augmentation de Capital a été émise avec maintien du droit préférentiel de souscription ;

3. La société SC du Val de Noye a fait part de son souhait de renoncer à l'intégralité de son droit préférentiel de souscription, soit à hauteur de 1.330 actions ordinaires nouvelles ;

4. La société Groupe Baelen a fait part de son souhait de souscrire à l'Augmentation de Capital à hauteur de 54.199 actions ordinaires nouvelles à titre irréductible et à hauteur de 1.330 actions ordinaires nouvelles à titre réductible, par compensation avec une créance certaine, liquide et exigible qu'elle détient sur la Société au titre de son compte-courant d'associé ;

A pris les décisions suivantes :

- *Arrêté du montant du compte courant de la société Groupe Baelen,*
- *Constatation de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital,*
- *Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts de la Société,*
- *Pouvoirs pour les formalités légales.*

I. <u>Arrêté du montant du compte courant d'associé détenu par la société Groupe Baelen sur la Société</u>

Le président prend acte que la société Groupe Baelen a confirmé sa volonté de souscrire à l'Augmentation de Capital en libérant sa souscription à hauteur d'un million cinq cent soixante-cinq mille trois cent soixante-huit (1.565.368) euros, prime d'émission incluse, avec une créance certaine liquide et exigible qu'elle détient sur la Société au titre de son compte courant d'associé.

Le président, après examen de la comptabilité de la Société, constate que la société Groupe Baelen détient dans les livres de la Société une créance d'un montant d'un million cinq cent soixante-cinq mille trois cent soixante-huit (1.565.368) euros au titre de son compte-courant d'associé, arrête le montant de cette créance et constate que cette créance est certaine, liquide et exigible.

Ce montant est ensuite transmis au Commissaire aux comptes de la Société, lequel certifie l'exactitude de l'arrêté de compte.

II. Constatation de la réalisation de l'Augmentation de Capital

Le président, au vu :

(i) du bulletin de renonciation de la société SC du Val de Noye à l'intégralité de son droit préférentiel de souscription, soit à hauteur de 1.330 actions ordinaires nouvelles, en faveur de la société Groupe Baelen ;

(ii) du bulletin de souscription qui lui a été remis par la société Groupe Baelen, constatant que cette dernière a souscrit à hauteur de 54.199 actions ordinaires nouvelles à titre irréductible et à hauteur de 1.330 actions ordinaires nouvelles à titre réductible, et libéré la somme d'un million cinq cent soixante-cinq mille trois cent soixante-huit (1.565.368) euros par compensation avec la créance liquide et exigible qu'elle détient sur la Société au titre de son compte-courant d'associé ;

(iii) de l'arrêté de créance certifié par le commissaire aux comptes,

(iv) du certificat du commissaire aux comptes tenant lieu de certificat du dépositaire,

Constate que l'Augmentation de Capital a été intégralement souscrite par la société Groupe Baelen et libérée par compensation,

Déclare, en conséquence, que l'Augmentation de Capital est définitivement et régulièrement réalisée, le capital social passant ainsi de 1.434.364 € divisé en 1.434.364 actions à 1.489.893 € divisé en 1.489.893 actions de 1 € de valeur nominale chacune.

Décide de clore la période de souscription par anticipation,

III. Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts de la Société

Le président, en conséquence des décisions qui précèdent, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la Société de la manière suivante :

(i) Il est ajouté à la fin de l'article 6 (Apports) des statuts de la société le paragraphe suivant :

« Par décisions en date du 10 août 2020, le Président, statuant conformément aux pouvoirs conférés aux termes de l'assemblée générale des associés en date du même jour, a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant de 55.529 € pour le porter de 1.434.364 € à 1.489.893 €, par voie d'émission de 55.529 actions ordinaires nouvelles de 1 € de valeur nominale. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

(ii) L'article 7 (Capital social) est désormais libellé comme suit :

« Le capital social est fixé à la somme d'un million quatre cent quatre-vingt-neuf mille huit cent quatre-vingt-treize (1.489.893) euros. Il est divisé en un million quatre cent quatre-vingt-neuf mille huit cent quatre-vingt-treize (1.489.893) actions d'un (1) euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées, toutes de même catégorie. »

IV. Pouvoirs pour les formalités légales

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie certifiée ou d'un extrait du procès-verbal des présentes décisions pour remplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres requises par la loi.

* * *

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le président.

"Certifié conforme"

ALERION Société d'Avocats
137 rue de l'Université
75007 PARIS - FRANCE
Tél. 01 58 56 97 00 Fax 01 58 56 97 01
Palais K 0126

DocuSigned by:
FA462209714048B...

Groupe Baelen
Président
Représentée par Pierre Baelen

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

DocuNext
Société par actions simplifiée au capital de 1.489.893 €
Siège social : 59 boulevard Exelmans - 75016 Paris
824 489 983 R.C.S. Paris

STATUTS

Mis à jour par décisions de l'assemblée générale et par décisions du président en date du 10 août 2020

DocuSigned by:
FA462209714048B...
Copie certifiée conforme le 10 août 2020

Groupe Baelen
Président
représentée par Pierre Baelen

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, notamment les dispositions applicables du Code civil et du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous cette forme avec un ou plusieurs associés.

La Société ne peut procéder à des opérations d'offre au public de titres financiers au sens de l'article L.411-1 alinéa 1 du Code Monétaire et Financier.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- la prise de participation dans toutes sociétés commerciales, industrielles et de services ainsi que dans toutes sociétés et groupements de toutes formes et la gestion de ces participations ;
- la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières, commerciales ou industrielles ;
- toutes prestations de services dans le cadre de l'animation de l'activité des sociétés dans lesquelles elle détient des participations ;
- toutes activités de gestion de services centralisés pour le compte de toutes sociétés ; la fourniture de toutes prestations de services en matière commerciale, financière, administrative ou autre, ainsi que la réalisation de toutes opérations financières, immobilières ou commerciales, tant au profit ou à destination des sociétés dans lesquelles la Société détient une participation que de tiers ;
- l'acquisition de brevets, marques, noms de domaine, savoir-faire, de tous produits de la propriété industrielle et de la propriété intellectuelle, la gestion de ces produits ainsi que toute opération de protection de droits dont la Société ou l'une de ses filiales sera détentrice ;
- et plus généralement toutes opérations pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

Pour réaliser cet objet, la Société peut recourir en tous lieux à tous actes et/ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils contribuent ou peuvent contribuer, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités ci-dessus définies, ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux, industriels ou financiers de la Société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : « **DocuNext** ».

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS », de l'énonciation du capital social et de son numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 59 boulevard Exelmans - 75016 Paris.

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

Il peut être transféré en tout autre lieu du même département ou dans un département limitrophe par décision du Président, qui dispose dans ce cas des pouvoirs pour modifier les statuts, cette décision ne nécessitant pas de ratification par l'associé unique ou, le cas échéant, par la collectivité des associés.

Il peut être transféré et en tout autre lieu par une décision collective extraordinaire des associés ou par décision de l'associé unique.

ARTICLE 5 - DUREE

La Société a une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la Société, la société Groupe Baelen a fait apport d'une somme en numéraire d'un (1) euro, correspondant à la souscription d'une (1) action d'un (1) euro de valeur nominale, souscrite et intégralement libérée.

Cette somme a été déposée, pour le compte de la Société en formation, à la banque Caisse d'Epargne – Ile de France, ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire.

Par décision en date du 23 janvier 2017, le Président, statuant conformément aux pouvoirs conférés aux termes des décisions de l'associé unique en date du 17 janvier 2017, a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant de 1.400.000 € pour le porter de 1 € à 1.400.001 €, par voie d'émission de 1.400.000 actions ordinaires nouvelles de 1 € de valeur nominale.

Par décision en date du 6 août 2019, le Président, statuant conformément aux pouvoirs conférés aux termes des décisions de l'associé unique en date du 23 janvier 2017, a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant de 34.363 € pour le porter de 1.400.001 € à 1.434.364 €, par voie d'émission de 34.363 actions ordinaires nouvelles de 1 € de valeur nominale.

Par décisions en date du 10 août 2020, le Président, statuant conformément aux pouvoirs conférés aux termes de l'assemblée générale des associés en date du 10 août 2020, a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant de 55.529 € pour le porter de 1.434.364 € à 1.489.893 €, par voie d'émission de 55.529 actions ordinaires nouvelles de 1 € de valeur nominale.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme d'un million quatre cent quatre-vingt-neuf mille huit cent quatre-vingt-treize (1.489.893) euros. Il est divisé en un million quatre cent quatre-vingt-neuf mille huit cent quatre-vingt-treize (1.489.893) actions d'un (1) euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées, toutes de même catégorie.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par une décision de la collectivité des associés.

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

9.1. Actions de numéraire

En cours de vie sociale, les actions de numéraire sont libérées du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision du Président, dans des conditions qu'il fixe et dans un délai qui ne peut excéder cinq (5) ans à compter de la date d'émission desdites actions.

Les appels de fonds et la date à laquelle les sommes correspondantes doivent être versées sont portés à la connaissance des associés, quinze (15) jours calendaires au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge ou par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social.

L'associé qui n'effectue pas les versements exigibles sur les actions à leur échéance est, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, redevable à la Société d'un intérêt de retard calculé jour par jour, à partir de la date de l'exigibilité, au taux légal en matière commerciale.

La Société dispose, pour obtenir le versement de ces sommes, du droit d'exécution et des sanctions prévues par les articles L.228-27 et suivants du Code de commerce.

9.2. Actions d'apport

Les actions d'apport sont intégralement libérées dès leur émission.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire sur des comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

11.1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

11.2. Les associés ou l'associé unique ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

11.3. A chaque action est attaché un droit de vote donnant droit à une voix.

11.4. A l'égard de la Société, les titres sont indivisibles, sous réserve des dispositions suivantes :

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires des associés et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux réunions de la collectivité des associés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce, statuant en référé.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage. Le droit de l'associé d'obtenir communication des documents sociaux appartient également à chacun des copropriétaires d'actions indivises, au nu-propriétaire et à l'usufruitier d'actions.

11.5. Les actions ADP émises par décisions de l'assemblée générale des associés en date du 30 avril 2020 seront soumises à toutes les dispositions statutaires et sont assimilées aux actions ordinaires à l'exception de ce qui relève des droits spécifiques attachés à leur catégorie et figurant en Annexe des présentes.

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES ACTIONS

12.1. Forme

La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est simultanément inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements de titres ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert, à moins que les cessionnaires desdites actions reprennent expressément l'engagement de libération du solde aux termes d'un acte écrit.

Si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

12.2. Négociabilité

Les actions sont librement négociables après l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions créées sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

ARTICLE 13 - PRESIDENT

13.1. Statut du Président

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

13.2. Nomination du Président

Au cours de la vie sociale, le Président est nommé, renouvelé et remplacé par l'associé unique ou, le cas échéant, par décision collective des associés. La durée du mandat du Président est fixée dans la décision qui le nomme ou lors de toute décision ultérieure. Sa rémunération éventuelle est fixée par décision collective des associés ou, le cas échéant, par l'associé unique.

13.3. Cessation des fonctions du Président

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès ou la dissolution, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président peut démissionner à tout moment, sous réserve de prévenir les associés ou, le cas échéant, l'associé unique, trente (30) jours calendaires au moins à l'avance, ce délai pouvant être réduit ou supprimé lors de la consultation de la collectivité des associés ou, le cas échéant, de l'associé unique, qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

Le Président est révocable à tout moment, sans préavis, par la collectivité des associés ou, le cas échéant, par décision de l'associé unique. La révocation du Président n'a pas à être motivée.

13.4. Pouvoirs du Président

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

A titre de mesure interne, non opposable aux tiers, la collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique, pourra limiter les pouvoirs du Président.

Le Président peut consentir toute délégation de pouvoirs, à l'exception de la représentation de la Société, pourvu que ce soit pour un objet ou une opération déterminée.

Toutefois, lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, le Président ne peut déléguer à un autre organe ou une autre personne le pouvoir d'arrêter les comptes annuels, le cas échéant les comptes consolidés et tous rapports à présenter à l'approbation de l'associé unique.

ARTICLE 14 - DIRECTEUR GENERAL

14.1. Statut du Directeur Général

L'associé unique ou, le cas échéant, la collectivité des associés peut nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou personnes morales, pour assister le Président dans l'accomplissement de ses fonctions.

Aucune personne physique ayant dépassé l'âge de 70 ans ne peut être nommée Directeur Général de la Société.

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

14.2. Nomination du Directeur Général

Au cours de la vie sociale, le Directeur Général est nommé et renouvelé par décision de la collectivité des associés ou, le cas échéant, de l'associé unique. La durée du mandat du Directeur Général et, le cas échéant, sa rémunération sont fixées dans la décision qui le nomme, ou par décision séparée de la collectivité des associés ou, le cas échéant, de l'associé unique.

14.3. Cessation des fonctions du Directeur Général

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès ou la dissolution, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat.

Le Directeur Général peut démissionner à tout moment, sous réserve de prévenir la collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique trente (30) jours au moins à l'avance, ce délai pouvant être réduit ou supprimé par décision de la collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique.

Le Directeur Général est révocable à tout moment, sans préavis, par la collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique. La révocation du Directeur Général n'a pas à être motivée.

14.4. Pouvoirs du Directeur Général

L'étendue des pouvoirs du Directeur Général est fixée dans la décision qui le nomme et peut être modifiée ultérieurement par décision de la collectivité des associés ou le cas échéant, de l'associé unique.

A titre de mesure interne, non opposable aux tiers, la collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique pourra décider de limiter les pouvoirs du Directeur Général.

Dans l'hypothèse où le pouvoir de représentation de la Société serait conféré au Directeur Général dans la décision qui le nomme, la Société sera engagée dans ses rapports avec les tiers, même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Même en cas de pouvoir de représentation de la Société, le Directeur Général ne sera pas habilité pour prendre des décisions qui relèvent uniquement du pouvoir du Président en vertu de dispositions légales ou réglementaires.

ARTICLE 15 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, LES DIRIGEANTS ET L'UN DE SES ASSOCIES

15.1 Associé unique

Conformément aux dispositions de l'article L.227-10, dernier alinéa du Code de commerce, il est fait mention au registre des décisions de l'associé unique de toute convention intervenue au cours de l'exercice écoulé directement ou par personne interposée entre la Société et (i) son Président, (ii) le Directeur Général, (iii) l'un de ses dirigeants, (iv) l'associé unique ou (v) une société contrôlant l'associé unique au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce si ce dernier est une société.

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

15.2 Pluralité d'associés

Le Commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, le Directeur Général, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, si l'associé est une société, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

Les associés statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

15.3 Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président, au Directeur Général et aux autres dirigeants de la Société.

15.4 Les articles 15.1 et 15.2 ne s'appliquent pas aux différents éléments de rémunération du Président et du Directeur Général, dès lors qu'ils ont été préalablement décidés par l'associé unique ou par la collectivité des associés.

ARTICLE 16 - DECISIONS DES ASSOCIES

16.1 Compétence des associés

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

(i) augmentation, amortissement ou réduction de capital,
(ii) émission de tous titres ou autres droits donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société, en ce compris notamment toute émission ou attribution de bons de souscription d'actions ou de parts de créateur d'entreprise, d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou d'actions gratuites de la Société,
(iii) toute opération de fusion, scission, apport partiel d'actifs,
(iv) transformation de la Société en une autre forme,
(v) prolongation de la durée de la Société,
(vi) dissolution de la Société,
(vii) constatation de la clôture de la liquidation de la Société,
(viii) nomination du (ou des) liquidateur(s), fixation de la durée de ses (leurs) fonctions, renouvellement de ses (leurs) fonctions, détermination de ses (leurs) pouvoirs et des autorisations nécessaires à l'exercice de ses (leurs) fonctions, approbation des comptes sociaux pendant la période de liquidation,
(ix) nomination, renouvellement et révocation des Commissaires aux comptes,
(x) approbation des comptes annuels, le cas échéant des comptes consolidés, affectation des résultats et approbation du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions entre la Société et ses dirigeants ou associés,
(xi) nomination, renouvellement et révocation du Président, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération,
(xii) nomination, renouvellement et révocation du Directeur Général, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération,
(xiii) toute insertion, modification ou suppression de clauses statutaires relatives à :
- l'inaliénabilité des actions,
- l'obligation d'un associé de transférer ses titres,
- la suspension de l'exercice du droit de vote d'un associé,
- l'augmentation des engagements des associés,
- au changement de nationalité de la Société,

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

(xiv) plus généralement toutes modifications statutaires, à l'exception a) du transfert du siège en tout autre lieu du même département ou dans un département limitrophe qui peut être décidée par le Président et b) de celles décidées par le Président en vertu d'une délégation de compétence accordée par l'associé unique,

(xv) toute décision qui serait prévue par la Loi.

En cas de pluralité d'associés, ces décisions sont prises par ces derniers dans les conditions de l'article 16.2 ci-après.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président, et le cas échéant du Directeur Général.

Le Commissaire aux comptes est averti de toute décision de l'associé unique.

Les décisions de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé soit par un juge du Tribunal de commerce, soit par un juge du Tribunal d'instance, soit par le maire de la commune.

16.2 Pluralité d'associés

16.2.1. Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Tous moyens de communication **-** vidéo, visioconférence, courriel, télex, fax, *etc.* - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

16.2.2. Les décisions collectives des associés peuvent aussi s'exprimer dans un acte, à la demande du Président. Dans ce cas, l'apposition des signatures manuscrites ou électroniques de tous les associés sur ce document unique vaut prise de décision. Le Commissaire aux comptes est tenu informé des projets d'actes emportant prise de décision ; une copie de l'acte projeté lui est adressée sur simple demande.

Cet acte devra contenir : les conditions d'information préalable des associés et, s'il y a lieu, les documents nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre ; la nature précise de la décision à adopter ; l'identité (nom et prénom) et le nombre d'actions de chacun des signataires du document.

L'original de cet acte, s'il est sous seing privé, reste en possession de la Société pour être inséré dans le registre des procès-verbaux.

Pour les besoins des tiers ou les formalités, le Président établit des copies certifiées conformes de cet acte.

16.2.3. Sont obligatoirement prises en assemblée les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la transformation en une société d'une autre forme, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats.

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

16.2.4. L'assemblée est convoquée par le Président ou, en cas de carence du Président, par le Commissaire aux comptes ou par un mandataire désigné en justice.

La convocation est faite par tous moyens écrits (incluant mais non limitativement courrier électronique, lettres, etc.) huit (8) jours calendaires au moins avant la date de la réunion ; elle indique les jour, heure, lieu de l'assemblée ainsi que l'ordre du jour. Un délai de convocation plus court peut être pratiqué, avec l'accord unanime des associés ou en cas d'urgence motivée par l'auteur de la convocation. Le lieu de convocation est déterminé librement par l'auteur de la convocation.

Tout associé disposant d'au moins 15 % du capital peut requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions. Sa demande, appuyée d'un bref exposé des motifs, doit être parvenue à la Société au plus tard la veille de la tenue de la réunion.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit un président de séance. L'assemblée convoquée à l'initiative du Commissaire aux comptes est présidée par celui-ci.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence et est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le Président.

Les associés peuvent prendre connaissance au siège social des documents nécessaires à leur information pour la tenue de l'assemblée, sur demande préalable formulée par tout moyen écrit et adressée à la Société. Le Président jugera recevables ou non les demandes d'information. Pour l'assemblée d'approbation des comptes annuels, les documents suivants pourront être communiqués en copie à la demande d'un associé : texte des résolutions, comptes annuels et, le cas échéant, rapport de gestion s'il en est établi un.

16.2.5. En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par tous moyens, dès lors que ce moyen permet de rapporter la preuve de l'envoi par la Société. Le vote des associés peut être émis par tous moyens écrits (lettre, courrier électronique, télécopie …).

Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'envoi du texte des résolutions pour émettre leur vote par écrit.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le Président, sur lequel est portée la réponse de chaque associé.

16.2.6. Chaque associé a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par le mandataire de son choix qu'il soit ou non associé. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

16.2.7 Les décisions collectives énumérées aux points (i) à (xii) et (xiv) de l'article 16.1 ne sont valablement adoptées que si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant droit de vote et sont prises à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Les décisions énumérées au point (xiii) ne sont valablement adoptées qu'à l'unanimité des associés de la Société.

Les décisions énumérées au point (xv) seront adoptées à la majorité et au quorum déterminés par la Loi.

16.2.8. Le Commissaire aux comptes doit être invité à participer à toute réunion de la collectivité des associés, en même temps et dans la même forme que les associés. Il en est de même des représentants du comité social et économique s'il en a été nommé un ; les demandes

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

d'inscription de projets de résolutions adressées le cas échéant par le Commissaire aux comptes obéissent au régime ci-dessus prévu pour les demandes des associés.

ARTICLE 17 - INFORMATION DES ASSOCIES

Pour chaque consultation des associés qui donne lieu à l'établissement d'un rapport du Commissaire aux comptes et/ou à un rapport du Président, copies de ces documents sont adressées aux associés lorsque la consultation n'a pas lieu par voie de réunion des associés.

Pour les consultations annuelles ayant trait aux comptes sociaux, les associés peuvent prendre connaissance au siège social de l'inventaire, des comptes annuels, des comptes consolidés et du rapport du Président s'il en est établi un, et du ou des rapports des Commissaires aux comptes.

Le droit de consulter emporte celui de prendre copie sauf pour l'inventaire ; des frais de copie peuvent être réclamés par la Société. Il appartient au Président d'assurer aux associés une information loyale dans le cadre des décisions qu'ils ont à prendre.

ARTICLE 18 - PROCES-VERBAUX ET REGISTRE DE PRESENCE

Les décisions de la collectivité des associés ou de l'associé unique, quel qu'en soit le mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuilles mobiles numérotées dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

Ces feuilles ou ces registres sont tenus au siège de la Société. Ils sont signés par le Président de séance.

Les procès-verbaux doivent indiquer le mode de délibération, la date de délibération, les noms des associés présents, représentés ou absents et de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, le nom du Président de séance, ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le sens du vote des associés (adoption, abstention ou rejet).

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président, ou par un fondé de pouvoir habilité à cet effet. Après dissolution de la Société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2016.

ARTICLE 20 - COMPTES ANNUELS

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales, arrête les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés et établit tous rapports à présenter à l'approbation de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivité des associés conformément aux lois et usages du commerce.

L'associé unique approuve les comptes, après rapport du Commissaire aux comptes, dans le délai de six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice.

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés doit statuer sur les comptes annuels au moins une fois par an.

ARTICLE 21 - RESULTATS SOCIAUX

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

ARTICLE 22 - CONTROLE DES COMPTES

Le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Lorsque cette désignation est rendue obligatoire par les dispositions légales et réglementaires applicables, le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux comptes nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

ARTICLE 23 - COMITE D'ENTREPRISE

Lorsque des délégués du comité d'entreprise sont désignés, ils exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

ARTICLE 24 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

24.1. Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la Société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivité des associés.

24.2. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente (30) jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. Du point de vue juridique, la transmission de patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

24.3. En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions du Livre II du Code de commerce et aux décrets pris pour son application.

24.4. Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 25 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation, entre les associés ou entre un associé et la Société, sont soumises au Tribunal de commerce compétent.

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

Annexe

*Termes et conditions des actions de préférence (les « **ADP** »)*

Les présentes ont pour objet de définir les droits et obligations particuliers attachés aux ADP au sens de l'article L.228-11 du Code de commerce.

Les ADP sont soumises à toutes les dispositions statutaires et assimilées aux actions ordinaires, à l'exception de ce qui relève des droits spécifiques attachés à leur catégorie, lesquels sont visés ci-dessous :

I. DROITS FINANCIERS

Les ADP permettent à leurs titulaires de bénéficier d'une valorisation particulière.

A. Calcul de la valeur des titres de la société DocuNext

Pour les besoins du présent Article I, la valeur des titres de DocuNext fera l'objet d'un calcul annuel reposant sur les comptes certifiés de l'année précédente, agréé par écrit par la collectivité des associés de DocuNext (les « **Associés** »), ce calcul reposant sur des méthodes similaires à celles retenues par la société d'évaluation Adwelsen.

La valeur des titres est égal à : (7 x EBITDA retraité N-1) - Dette Nette,

Où,

« **EBITDA retraité N-1** » désigne l'excédent brut d'exploitation des comptes consolidés de la Société de l'exercice précédent celui durant lequel a été faite la Notification d'Exercice, déterminé comme suit :

	Cellule GG de la liasse fiscale (*résultat d'exploitation*)
(+)	Cellule GE de la liasse fiscale (*autres charges*)
(+)	Cellules GA +GB+GC + GD de la liasse fiscale (*dotations d'exploitation*)
(-)	Cellule FG de la liasse fiscale (*autres produits*)
(-)	Cellule FP de la liasse fiscale (*Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges*)
(+)	Frais de présidence de Groupe BAELEN

A cette fin, les Associés se réuniront chaque année, dans les trente (30) jours calendaires suivant la date de l'approbation des comptes de DocuNext, et au plus tard le 31 juillet de chaque année, pour déterminer la valeur des titres de DocuNext. En cas de désaccord entre les Associés, la valeur retenue sera la dernière valeur arrêtée, soit celle retenue l'année précédente au titre de l'exercice N-1.

B. Caractéristiques des ADP

Jusqu'au 31 mars 2023, la valeur des ADP sera nulle et les ADP ne donneront droit à aucun droit dans les bénéfices.

A compter du 1er avril 2023, la valorisation d'une ADP correspondra à la valorisation d'une action ordinaire de DocuNext.

DocuSign Envelope ID: A16CE429-C548-4DA8-842A-653050D1D66E

II. ASSEMBLEES SPECIALES DES TITULAIRES D'ADP

A. Compétence

L'Assemblée Spéciale des titulaires d'ADP (l'« **Assemblée Spéciale** / **Actions de Préférence** ») réunit tous les Associés titulaires d'ADP.

Aucune décision concernant la modification des droits attachés à cette catégorie d'actions ne peut être valablement prise sans l'accord de l'Assemblée Spéciale / Actions de Préférence, de même que toutes modifications statutaires affectant lesdits droits ainsi que toute réduction de capital motivée par des pertes dont il serait prévu qu'elle soit imputée sur tout ou partie des ADP.

B. Convocation - Réunion

L'Assemblée Spéciale / Actions de Préférence est convoquée dans les mêmes formes et les mêmes délais que l'assemblée générale des Associés.

Elle ne délibère valablement que dans les mêmes conditions de quorum que les assemblées générales des Associés.

C. Vote

Les décisions de l'Assemblée Spéciale / Actions de Préférence sont prises dans les mêmes conditions de quorum et de majorité que les assemblées générales des Associés.

III. PROTECTION DES TITULAIRES D'ADP

Le maintien des droits particuliers conférés aux titulaires d'ADP sera assuré, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, pour toute modification juridique susceptible d'affecter ces droits, en particulier :

(i) conformément à l'article L. 225-99 alinéa 2 du Code de commerce, la décision collective des Associés de modifier les droits des titulaires d'ADP ne sera définitive qu'après approbation par l'Assemblée Spéciale / Actions de Préférence, et

(ii) conformément à l'article L. 228-17 du Code de commerce, en cas de fusion ou de scission, les ADP pourront être échangées contre des actions des sociétés bénéficiaires du transfert de patrimoine comportant des droits particuliers équivalents ou selon une parité d'échange spécifique tenant compte des droits particuliers abandonnés, et, en l'absence d'échange contre des actions conférant des droits particuliers équivalents, la fusion ou la scission sera soumise à l'approbation de l'Assemblée Spéciale / Actions de Préférence.